l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
25 juin 1976

No 517

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Liban

La bonne volonté des palestiniens

A Ryad, capitale de l'Arabie Saoudite, s'ouvre aujourd'hui la Conférence quadripartite qui jouera peut-être un rôle déterminant dans l'issue du conflit libanais. , cette conférence devrait, si elle aboutit, sceller la réconciliation de l'Egypte et de la Syrie

Une fois de plus, les Palestiniens ont donné ces jours-ci des preuves de leur maturité et de leur volonté d'apaisement. C'est ainsi que le général Hosbah Al Boudeiri, commandant en chef de l'Armée de libération de la Palestine (branche armée de la «Saïka», organisation palestinienne contrôlée par le parti Baas syrien), arrêté dans les premiers jours de l'invasion syrienne et inculpé de haute trahison par la Résistance palestinienne, vient d'être remis en liberté, après avoir été relevé de son poste par Yasser Arafat.

En même temps la «Saïka», récemment expulsée des organismes de direction de l'OLP, est autorisée à réinstaller ses permanences dans les zones contrôlées par la Résistance.

Ces gestes de bonne volonté affirmée par les Palestiniens devraient accélérer le retrait des troupes syriennes qui a lentement commencé. Celles-ci font progressivement place aux «casques verts» arabes qui prennent position en différents points du pays. C'est sous leur contrôle que l'aéroport de Beyrouth, fermé depuis le 7 juin, doit réouvrir aujourd'hui.

Mais les forces qui ont intérêt au maintien de l'instabilité dans la région ne désarment pas pour autant. Ainsi les phalangistes poursuivent une violente attaque contre les camps palestiniens de Tall Al Zaatar et Jisr Al Bacha. Le «Front de Kfour» (qui rassemble les milices du président Frangié, de Camille Chamoun et les phalanges de Gemayel) a même adressé à la Conférence de Ryad un message menaçant d'une possible intervention étrangère.

Mais, à vrai dire, l'intervention étrangère a déjà commencé depuis plus de 14 mois au Liban dans le cadre de l'offensive sociale-impérialiste dans cette région du monde, que l'impérialisme US cherche à contre-carrer.

La nouvelle série des contacts entamés par le président Sarkis en vue d'une table ronde pour hâter la recherche d'un «règlement libanais» pourrait contribuer à faire échec à ce complot.

Le PCF et Moscou

DIVERGENCES TACTIQUES MAIS STRATEGIE COMMUNE

Au cours de la dernière session du Comité central du PCF qui s'est tenue les 21 et 22 juin à Paris, le grand manitou des relations extérieures Kanapa a présenté un rapport sur la situation internationale.

Etant donné la campagne de presse menée par les cliques révisionnistes de Marchais, Berlinguer, Carrillo, Miyamoto et Cie sur leur indépendance par rapport au grand frère russe, il est intéressant d'examiner ce rapport. Celui-ci permet de s'apercevoir que s'il existe des divergences tactiques et des contradictions entre Soviétiques et Français il n'en reste pas moins que les révisionnistes français agissent au profit de la superpuissance hitlérienne qu'est l'URSS.

En effet sur la question fondamentale de la «détente» et de l'offensive expansionniste soviétique en cours derrière cet écran de fumée, Kanapa est tout à fait clair : *«Il y a, dit-il, affaiblissement de l'impérialisme par rapport à la puissance croissante, dans tous les domaines, des pays socialistes.»* Telle est la façon dont Kanapa apprécie l'offensive soviétique dans le monde entier et la position défensive dans laquelle se trouvent les États-Unis. Une façon on ne peut plus explicite de réaffirmer dans quel camp se placent les révisionnistes français. Une chose à ne pas oublier lorsqu'on examine les contradictions du PCF et du PCUS.

Car des contradictions, il y en a ! et depuis la campagne présidentielle de 1974 chacun a mieux compris leur contenu. En gros on peut dire qu'elles concernent les rapports entre la lutte pour le pouvoir des révisionnistes en Europe de l'Ouest et la diplomatie de la pseudo-détente appliquée par les expansionnistes soviétiques. Les uns (les révisionnistes français) reprochent aux autres de ne pas les appuyer suffisamment et de protéger les gouvernements en place. D'ailleurs une certaine presse a entretenu l'idée stupide que l'URSS ne veut pas de PC occidentaux au pouvoir. La réalité est plus complexe.

En réalité l'URSS dans sa rivalité avec l'impérialisme américain ayant pour cœur l'Europe utilise toutes les forces possibles pour affaiblir les pays occidentaux et les Etats-Unis. Ainsi les révisionnistes soviétiques considèrent-ils les cliques révisionnistes comme un élément de leurs opérations; un pion principal mais un pion parmi d'autres, l'élément fondamental dans leur offensive pour contrôler l'Europe étant constitué par leur prodigieuse force militaire.

(Suite p. 3)

Giscard en Grande-Bretagne

SOUS LE SIGNE DE L'EUROPE

A une époque où les contacts diplomatiques se multiplient tous azimuts, la visit de Giscard à Londres est la première effectuée par un chef d'État français depuis 15 ans.

C'est qu'au sein de la Communauté économique européenne, les relations franco-britanniques ont été refroidies par toute une série d'intérêts divergents. Les liens économiques de l'Angleterre avec les USA sont en effet encore assez étroits pour entraîner une dépendance politique certaine. Nombre d'intérêts économiques opposent les monopoles des deux pays : politique agricole commune, droits de pêche, prix minimum de vente du pétrole de la mer du Nord, etc.

Mais aujourd'hui ce qui les rassemble est plus important que ce qui les sépare, les intérêts généraux des bourgeoisies anglaises et françaises coïncident.

C'est en effet sous le signe de la construction européenne que s'effectent ces retrouvailles. A plusieurs reprises, Londres comme Paris, ont dénoncé l'absence d'unité politique des 9, leur interdisant de prendre une position commune sur les grands problèmes internationaux tels que le Liban, l'Angola ou le dialogue Nord-Sud. Une même inquiétude les rassemble face à l'offensive politique et à la pression militaire accrue de l'URSS en Europe.

C'est pourquoi les deux gouvernements ont affirmé leur volonté d'établir entre eux des consultations plus fréquentes et plus régulières. Outre des «sommets» rassemblant une fois par an les chefs d'État, il est d'ores et déjà acquis que des rencontres annuelles auront lieu entre les ministres des Affaires étrangères, des finances, de l'intérieur, et — fait significatif — de la Défense.

Plus que des intérêts économiques, c'est une volonté politique qui commande ce renforcement des liens franco-britannique.

A l'action contre la répression !

Près de trois mois après son arrestation, à la suite d'une interpellation et d'une perquisition totalement arbitraire, Romain Le Gal, ouvrier de Lorient, syndicaliste CFDT, militant marxiste-léniniste, est toujours maintenu en détention à la prison de Fresnes.

Le pouvoir semble bien décidé à laisser Romain en prison au cours de ces mois d'été. Autour de sa détention, il organise la conspiration du silence. Qui donc a eu l'occasion d'entendre parler de lui à travers la grande presse, d'apercevoir à la télévision son visage ouvert et souriant ? Personne encore car ainsi le veut le diktat du pouvoir.

Mais ses amis, ses proches au travail, ses voisins, dans sa ville, dans le village de sa famille, tous ceux qu'indignent l'arbitraire et la répression et nous, ses camarades, joignent leur voix dans un cri de plus en plus puissant. Nous ferons savoir à tous qui est Romain Le Gal, ouvrier marxiste-léniniste qui a voué sa vie à la cause de la révolution prolétarienne. Nous ferons savoir à tous pourquoi il est jeté en prison par cette classe de parasites qui exploite, opprime et réprime la classe ouvrière et le peuple.

Pour faire entendre partout, bien haut et bien clair, notre revendication que personne ne pourra faire taire : «Liberté immédiate pour Romain Le Gal et tous les emprisonnés politiques tels Siméoni ! Levée immédiate de toutes les inculpations qui frappent des militants révolutionnaires, des ouvriers en lutte, des travailleurs immigrés, les petits paysans Teisseyre et Villiers, des étudiants, les deux antifascistes de Boulogne-Billancourt !»

Les 25, 26 et 27 juin, à travers toute la France, que les murs se couvrent d'affiches et de bombages, que de chaleureux meetings et des manifestations enthousiastes fassent résonner partout le nom de Romain Le Gal.

Romain, nous l'arracherons à sa prison ! La répression, tous les exploités ensemble, nous l'écraserons !

Le 25 juin

ANGERS

MEETING A 20 H 30 A L'APPEL DU COMITÉ DE SOUTIEN A ROMAIN LE GAL

LIMOGES

MEETING
A L'APPEL DE L'HUMANITÉ ROUGE
ET DE LA JCMLF
Avec le soutien de la Ligue
des droits de l'homme et de la libre pensée

Le 26 juin

MONTPELLIER

MANIFESTATION
A L'APPEL DE L'HUMANITÉ ROUGE
ET DE LA JCMLF
Rassemblement à 10 heures du matin,
place des Arceaux

GRENOBLE

MANIFESTATION A 10 H PLACE
SAINT BRUNO

CLERMONT-FERRAND

SIX HEURES CONTRE LA REPRESSION
DE 16 A 22 HEURES
Centre Blaise Pascal

RENNES

MANIFESTATION A 16 H 30
PLACE DE LA MAIRIE

IVRY

MANIFESTATION A 9 H 30 A MAIRIE D'IVRY

NANTERRE

MANIFESTATION A 16 H 30
AU RER NANTERRE V'LLE

D'autres manifestations et meeting
ont lieu également le
26 Juin à BAYONNE, ORLEANS et en
BRETAGNE.

Le 27 juin

ST-DENIS

MANIFESTATION A 10 H
AU METRO BASILIQUE

le monde en marche

Afrique du Sud

COLERE DANS LE MONDE ENTIER

Le dernier bilan «officiel» de la répression sauvage des patriotes africains en Afrique du Sud annonce plus de 140 morts et 1 200 blessés.

Malgré la férocité de la répression déclenchée par les autorités racistes, la révolte africaine continue de se manifester, secouant même les prétendus «territoires indépendants» où sont parqués les travailleurs noirs.

Des manifestations d'écoliers se déroulent toujours à Ga-Rankuwa, au nord de Prétoria, à Mamelodi, faubourg de Prétoria. On ignore le nombre des victimes parmi les manifestants qui se défendent à coups de pierre mais d'intenses mouvements d'ambulances y sont observés. 10 autres patriotes africains auraient été tués hier mardi à Mabopane dont 9 sous les balles de la police.

De nouvelles manifestations sont à prévoir autour du 3 juillet, date à laquelle les directeurs des écoles noires de Soweto organiseront une cérémonie commune pour l'ensemble de leurs élèves tués dans les affrontements qui ont fait une soixantaine de morts pour cettte seule ville.

L'un des petits martyrs tombé sous les balles des racistes.

Dans le monde entier, secoué d'indignation, la colère s'exprime.

A Bonn d'abord où le raciste Vorster est en train de conférer avec le porte-parole de l'impérialisme US, Kissinger. C'est sous la protection de plus d'une centaine de policiers et de 5 hélicoptères que cette rencontre a pu avoir lieu, pendant que quelque 30 000 étudiants allemands manifestaient contre cette venue et en signe de solidarité avec les patriotes africains.

Dans toute l'Afrique, les prises de position hostiles au gouvernement raciste et assassin de Prétoria se multiplient. Le représentant du Congrès national d'Afrique du Sud a rappelé que «le régime illégal d'apartheid devait être extirpé de la surface de la terre» et que «la lutte des enfants et des étudiants africains qui ont été impitoyablement assassinés par la police d'Afrique du Sud doit être considérée comme une partie de la lutte générale des peuples africains contre un régime raciste de colons».

Le porte-parole algérien à l'ONU a affirmé qu'une situation révolutionnaire est en train de se développer en Azanie et que le fait que certains étudiants blancs aient participé aux côtés des Africains aux grands mouvements en cours témoigne que ce régime est désormais condamné à brève échéance.

Enfin le délégué de la République populaire de Chine à l'ONU a renouvelé le ferme engagement du peuple chinois aux côtés des patriotes africains. Il a indiqué :

«C'est absolument en vain que Vorster et ses acolytes tentent de réprimer par un massacre sanguinaire la juste lutte du peuple azanien. Car cela provoquera inévitablement la résistance encore plus vigoureuse et l'indignation sans limites du peuple azanien et de tous les peuples africains, poussera à resserrer l'unité et à mener la lutte par tous les moyens efficaces jusqu'à ce que le régime raciste soit complètement enterré.

»Le gouvernement et le peuple chinois soutiennent avec constance et fermeté le peuple azanien et la population d'Afrique australe dans leur juste lutte contre le racisme, le colonialisme et pour l'indépendance et la libération nationales. La délégation chinoise estime que le conseil de sécurité doit prendre immédiatement des mesures afin de condamner avec vigueur les atrocités commises par les autorités racistes sud-africaines, leur infliger le châtiment mérité, leur ordonner de mettre fin immédiatement à la persécution et la répression contre le peuple africain, et appeler les peuples du monde entier à soutenir activement le peuple azanien dans sa juste lutte contre le racisme et pour la libération jusqu'à la victoire finale.»

Italie

L'incertitude des lendemains d'élection

Pour la première fois depuis 1948, la municipalité de Rome échappe à la Démocratie chrétienne. Le prochain maire, au vu des résultats des élections municipales qui se déroulaient, pour la capitale, en même temps que les législatives, sera donc, sinon un représentant du parti révisionniste, du moins l'homme d'une coalition de gauche. Après Milan, Venise, Florence, Naples, Bologne, Gênes et Turin, Rome devient ainsi la 8e municipalité socialo-révisionniste en Italie. Le PCI (35,5 % des voix) a en effet battu la Démocratie chrétienne (33,1 %) sur ce terrain, confirmant ainsi une nette poussée électorale.

Leur tactique pourtant sera la même qu'au plan national : pour Berlinguer l'offre du compromis historique demeure valable à tous les niveaux. Il ne se soucie en effet pas d'assumer seul la situation financière catastrophique de la capitale dont l'ampleur se résume en ce seul chiffre : la municipalité de Rome doit rembourser chaque jour un milliard de lires d'intérêt pour ses dettes contractées antérieurement.

Commentant l'ensemble des élections politiques de ce week-end, le secrétaire du PCI a réaffirmé que celui-ci n'était «pas pressé» d'arriver au gouvernement. Tenant le haut du pavé dans la majorité des conseils régionaux et les municipalités des grandes villes, considérablement renforcé au Parlement, il peut en effet se permettre de dicter ses conditions à la Démocratie chrétienne pour qui ces élections n'ont en rien fait avancer ses problèmes.

L'Union soviétique se réjouit hautement de cette situation et c'est un télégramme enthousiaste que le Comité central du PCUS a aussitôt câblé au parti révisionniste italien, assurant que son succès électoral «est celui de toutes les forces démocratiques et de gauche de notre continent».

Même si le PCI n'est pas encore devenu le premier parti bourgeois d'Italie, la confirmation de sa percée électorale offre en effet à l'URSS de nouvelles perspectives pour consolider son influence dans cette région, au détriment de celle des USA. Ceux-ci sont en effet empêtrés par l'impuissance de la Démocratie chrétienne, l'écho des scandales et de la corruption politique et économique dans lesquels ils se trouvent directement impliqués, sur la défensive par rapport à l'assaut électoral du PCI.

Rien n'est donc joué actuellement en Italie et les divers courants qui traversent les monopoles italiens face à la crise du capitalisme, à l'essor des luttes ouvrières et à l'offensive du social-impérialisme en Europe, n'ont pas fini de s'entre-déchirer.

Moscou

DES CANONS ET PAS DE BEURRE

Après le manque de viande qui a obligé les dirigeants du Kremlin à imposer un «jour sans viande» obligatoire dans les restaurants et les cantines, le beurre, le saucisson, le sucre et la volaille commencent à manquer à Moscou.

De nombreux magasins de la capitale, insuffisamment approvisionnés, ont décidé d'appliquer des restrictions à la vente ; chaque client ne peut acheter qu'une quantité limitée de produits : 500 grammes de beurre par personne, 300 ou 500 grammes de saucisson, au maximum un kilo de sucre ou un seul poulet. Dans les villages proches de la capitale la pénurie semble encore plus grave.

La *Pravda* est bien obligée d'évoquer cette situation en cherchant des boucs émissaires parmi les cadres intermédiaires. C'est ainsi qu'elle explique que la «salade russe» composée de pommes de terre, carottes, choux, oignons, concombres, ne peut se faire en ce moment : un train entier de pommes de terre est resté à pourrir pendant 15 jours sans être déchargé. 40 tonnes de carottes sont arrivées pourries et ont dû être données aux veaux. Des concombres venus d'Odessa étaient imangeables parce qu'ils avaient été chargés dans des tonneaux pourris. Quant aux choux, ils ont dû être jetés car ils avaient été chargés dans des wagons ayant contenu des engrais minéraux ! Un autre chargement de choux a été aiguillé par erreur sur Smolensk qui en regorge et a dû être distribué au bétail. Quant aux oignons, on n'en trouve qu'au marché noir !

Voilà un aperçu de la fameuse «civilisation d'abondance» promise par Khrouchtchev et accomplie par ses successeurs. Mais si les magasins alimentaires sont vides, les magasins d'armes, eux, regorgent.

Bolivie

Deux mineurs assassinés

Deux mineurs ont été assassinés mardi au cours d'un affrontement entre grévistes et militaires.

Les mineurs en grève ont attaqué à la dynamite les troupes qui prenaient d'assaut les mines de Siete Suyos occupées par les grévistes. C'est au cours de la fusillade qui a suivi que les grévistes ont été tués.

Au dixième jour de la lutte, les grèves de solidarité se poursuivent dans tout le pays, notamment à l'université de Tarija et chez les ouvriers de Trinidad.

Sahara occidental

DISPARITON DU SECRETAIRE GENERAL DU F. POLISARIO

La mort au combat de Mustapha El Ouali, secrétaire général du F. Polisario, a été confirmée récemment par le Comité central du Front qui a déclaré à cette occasion :

«Nous nous devons de rappeler que le premier héros de notre peuple El Ouali Mustapha Es Sayed était parmi le premier groupe de nos combattants qui ont déclenché la Révolution armée et tiré le premier coup de feu à El Khanka, le 20 mai 1973. Voici qu'il se sacrifie aujourd'hui pour que notre peuple poursuive sa marche héroïque jusqu'à la victoire finale... Voici qu'il se sacrifie, éclairant devant nous la voie de la liberté et de la dignité. Il s'est sacrifié, tout comme l'a fait à Oum Tounsi, en 1932, son grand-père Ali Ould Niara contre le colonialisme français en Mauritanie... Notre peuple arabo-africain inscrit le nom de ce héros sur la liste des hommes libres martyrs de la liberté... L'unique objectif de notre peuple demeure de libérer sa terre et de recouvrer sa souveraineté et sa dignité».

nouvelles intérieures

«Rallye des bradés» de la CGT

LA CARAVANE DU REVISIONNISME

De mardi à jeudi se déroulait le «rallye des bradés» de la CGT ! Quelque peu impressionnés par le succès publicitaire du Tour de France , les dirigeants du PCF à la tête de la CGT ont sans doute pensé qu'une telle initiative pouvait permettre de glaner ça et là quelques adhésions nouvelles. Ils en ont bien besoin ; d'abord pour redorer un blason un peu terni auprès de nombreux travailleurs qui, préoccupés par l'action classe contre classe pour empêcher les licenciements et désireux de voir se réaliser une efficace et puissante unité d'action entre différentes entreprises en grève, n'ont guère vu les dirigeants de la CGT en prendre le chemin. C'est aussi pour faire oublier avec quelques décla rations tonitruantes, le réel camouflet que vient de prendre la CGT lors des récentes élections professionnelles dans des secteurs où elle est traditionnellement forte, comme la métallurgie à Renault ou à Peugeot, et qui se sont soldées par des pertes de voix de 4 à 15 % au profit de la CFDT essentiellement.

Mais une foire publicitaire, jetant sur les routes une poignée de militants transformés pour quelques jours en hommes-sandwiches, cela n'a rien à voir avec un mouvement de masse, ou une coordination des luttes. Mobilisant de plus en plus difficilement les larges masses ouvrières, Séguy et compagnie en sont réduits à organiser de telles mascarades de plus en plus souvent. A part quelques fidèles, les masses étaient complètement absentes au départ du «rallye» de Paris mardi midi par exemple. Seulement avec quelques fidèles, nos révisionnistes purent s'en donner à cœur joie en ce qui concerne le contenu politique. Lors de l'arrivée à St-Étienne, chacun pourra le constater c'est la vulgarité, la démagogie de la politique révisionniste qui s'étalent sur les véhicules des caravaniers. Ce qui est dénoncé c'est le gâchis industriel, c'est la concurrence étrangère, c'est l'incapacité des pouvoirs publics à bien gérer l'économie ; les mots d'ordre ce sont la défense de l'industrie et du matériel français, la relance de l'économie, le Programme commun, le bienfait des nationalisations pour coopérer avec l'URSS et le Comecon et non la lutte contre tout licenciement, l'unité à la base et dans l'action, le renversement du système capitaliste source de misère et de chômage. Pas grand-chose sur les luttes des entreprises soi-disant représentées mais par contre des radiateurs et des chaudières sur la camionnette d'Idéal-Standard, une rotative sur celle du Parisien libéré. Une opération bourgeoise à 100 % donc, dans laquelle les grèves ne sont qu'un prétexte, et un support commercial. Le tapage des dirigeants révisionnistes autour de leur rallye n'a eu d'égal que l'indifférence dans laquelle il s'est tenu.

RECOMMENCER LA GUERRE DE L'OPIUM ?

Certains se souviendront peut-être que le régime fantoche de Saigon contesta un temps la souveraineté de la Chine populaire sur l'archipel Spratley qui s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres dans la mer de Chine méridionale.

Une vigoureuse intervention chinoise ayant balayé les mercenaires pro-yankees.

Il reste un opposant de taille à la millénaire souveraineté chinoise sur Spratly : ni plus ni moins qu'un sénateur français des Alpes-Maritimes, le sieur Palmero, ami de toujours de Lecanuet et giscardien actif.

Au cours de la séance du 4 juin du Sénat, ce digne représentant du peuple a vigoureusement interpellé le ministre des Affaires étrangères, s'offusquant de ce que «la France se désintéresse de Spratly» où quelque canonnière française fit jadis escale. Monsieur Palmero a conclu son propos par une phrase mémorable : «Renoncer à la souveraineté française sur ces îles est regrettable. Cela justifierait peut-être une action nouvelle de notre pays».

A l'heure où les «conseillers militaires» américains se voient obligés d'évacuer les îles Quemoy et Matsu, au large des côtes chinoises de la province de Fukien, la France n'aurait plus, selon ces messieurs, qu'à lancer des troupes sur la Chine rouge. Qui dit mieux en matière de délire réactionnaire ?

DIVERGENCES TACTIQUES, MAIS STRATEGIE COMMUNE

Suite de la page une.

Le point de vue dont part une clique révisionniste comme celle de Marchais est un peu différent. Désireuse d'arriver au pouvoir elle se résigne mal à n'être utilisée que comme un élément dans une stratégie plus vaste. Elle réclame la première place et se scandalise de «l'appui» de Moscou à d'autres forces qu'elle, ce que Kanapa exprime en déclarant : *«Le maintien de la consolidation de la coexistence pacifique, la possibilité de donner à la détente un caractère irréversible SUPPOSENT PAR CONSÉQUENT LA POURSUITE DE LA LUTTE DE CLASSE CONTRE L'IMPÉRIALISME. C'est une idée à laquelle nous sommes très atachés.»*

Traduisons : l'utilisation de la «détente» pour endormir les pays occidentaux n'est payante que si elle s'accompagne d'un renforcement de l'action subversive à l'intérieur de ces pays (car quand les révisionnistes parlent de lutte de classe il s'agit de leur activité de clique bourgeoise). D'ailleurs Kanapa revient, plus loin sur ce point qui tracasse beaucoup la clique dirigeante du PCF :

«Cela ne signifie pas — il faut le redire — *que la détente est d'ores et déjà irréversible.* Non. Du fait que les *deux systèmes antagonistes* sont organisés en blocs militaires surarmés à l'intérieur desquels les pays sont liés par des engagements automatiques, tout comportement visant à créer la tension, toute politique irresponsable comporte un danger.

»Notre affirmation : "Il est possible de maintenir, de consolider et d'organiser la paix et la sécurité à *condition que se poursuive la lutte pour y contraindre l'impérialisme"* reste donc absolument valable.

»Et dans cet "à condition" entre *le rôle capital que jouent la classe ouvrière* et son parti révolutionnaire, *le parti communiste* pour entraver les agissements de *leur* impérialisme.»

Mais quelle est la réponse des Soviétiques à l'impatience du PCF et d'autres cliques d'arriver au pouvoir ? Elle s'inscrit comme en filigrane dans le rapport de Kanapa. Celui-ci écrit que les dirigeants du PCF tout en étant pour un renforcement de la lutte contre l'impérialisme ne sont pas *«des fanatiques éprouvant le besoin d'avoir toujours à la bouche la lutte ou le combat»* ou encore comme nous venons de le voir *«tout comportement visant à créer la tension, toute politique irresponsable comporte un danger».*

La clique Brejnev a montré la voie et la clique Marchais-Kanapa lui emprunte le pas : il faut donner des gages à l'OTAN. C'est ainsi que Kanapa déclare à propos de l'inquiétude des Etats-Unis sur l'arrivée au pouvoir des révisionnistes : *«Si cela leur pose un problème, nous estimons qu'un gouvernement français démocratique devrait se déclarer prêt à renégocier les termes de cette alliance si les autres signataires du traité le souhaitaient.»* Ce qui constitue un nouveau pas dans les «garanties» données aux Etats-Unis et au capital monopoleur européen après l'abandon officiel de la «dictature du prolétariat», la «critique» du manque de liberté en URSS.

Ces «garanties» ont évidemment un caractère purement tactique, car par exemple en ce qui concerne l'OTAN, quelle est la valeur de l'adhésion au traité s'il n'y a pas accord sur la menace ? On a bien vu au cours de la guerre d'octobre 73 au Moyen-Orient que les Etats-Unis n'ont pas bénéficié de l'appui militaire des pays de l'Europe de l'Ouest parce qu'il y avait désaccord politique par rapport aux pays arabes. En cas de participation des révisionnistes au pouvoir dans des pays de l'OTAN, quelle serait la participation de ces pays dans un conflit avec le social-impérialisme russe ? Poser la question c'est y répondre. Non seulement les révisionnistes ne considèrent pas l'URSS comme une menace mais encore ils la présentent comme un pays socialiste en qui l'on peut avoir confiance.

C'est ainsi que Kanapa propose des traités de non-agression et de non-recours à la force avec l'URSS et le pacte de Varsovie, comme si pour l'URSS de tels accords étaient autre chose que des chiffons de papier !

La clique révisionniste française parle de «défense nationale» et d'indépendance mais elle refuse dès aujourd'hui toute défense viable face à l'expansion militaire hitlérienne du social-impérialisme russe. Ses divergences tactiques avec la clique soviétique ne peuvent faire oublier leur rôle de 5e colonne. Des secteurs de plus en plus larges de l'opinion publique française et internationale en prennent conscience.

POUR LES TRANSPORTS GRATUITS MANIFESTATION DE CHOMEURS DE LA RÉGION PARISIENNE

A l'appel de l'Union régionale parisienne CFDT et de nombreux comités de chômeurs, 200 chômeurs ont manifesté mercredi midi pour exiger les transports gratuits. Y étaient représentées de nombreuses délégations de comités de chômeurs des 1, 2, 3 et 4e arrondissements, des 14e et 12e, du 18e et du 20e, etc.

Après avoir retracé les objectifs de la CFDT sur les revendications des chômeurs : «transports gratuits, carte orange gratuite, indemnité de chômage payée au SMIC», une délégation est allée présenter aux pouvoirs publics des pétitions dans ce sens.

C'est alors que les représentants de l'URP-CFDT appelaient tout bonnement à la dislocation. Aux chômeurs venus demander les résultats des entretiens, il leur fut froidement répondu : *«On n'a pas le temps d'attendre plus longtemps».* A d'autres qui exigeaient d'attendre il leur fut répondu : *«Vous n'aurez qu'à vous procurer la presse syndicale de l'URP-CFDT ainsi que Syndicalisme-Hebdo, il y aura tout le compte-rendu du dialogue».* Les chômeurs répondirent : c'est du sabotage ! Nous devons rester.

Belle conception en effet que celle des responsables de l'URP-CFDT vis-à-vis des chômeurs ! Ces actes démobilisateurs, beaucoup de chômeurs présents les ont combattus.

Ce qu'il faut en effet c'est que les chômeurs prennent eux-mêmes leur lutte en mains, syndiqués et non-syndiqués, afin de créer un rapport de force et non s'en remettre aux parlottes dans les ministères. Et d'autres expériences montrent que c'est possible ainsi de gagner pour les transports gratuits, comme ce fut le cas à Montpellier et Toulouse.

Economie

UNE SITUATION PEU BRILLANTE

La «relance» tant claironnée a du mal à décoller. Après la détérioration de la situation économique en France en 1974-75, la France se trouve toujours dans une situation peu brillante. En témoignent la relance au ralenti de la production industrielle, la reprise de l'inflation, l'existence d'importants déficits commerciaux et la forte diminution des réserves de devises étrangères.

Selon les chiffres officiels, l'indice général de la production industrielle se situait, en mars dernier à 121 (base 100 en 1970) contre 129 en 1974.

La production d'acier par exemple, qui est un bon témoin de l'activité économique, a été, pour le premier semestre de cette année, inférieure de 7,4 % à celle de la période correspondante de 1975, qui était déjà inférieure de 14,6 % à celle de la même période en 1974. Pas de relance non plus dans l'industrie automobile, la première industrie affectée par la crise. Dans le bâtiment, les chantiers de travaux de la région parisienne pour le premier semestre 76 sont en recul de 13 % à la même période l'an dernier.

Les investissements productifs connaissent aussi un net recul. L'inflation, légèrement ralentie fin 75, est à nouveau en plein essor et tout laisse présager une nouvelle flambée des prix au cours de l'été.

Le commerce extérieur enregistre un déficit régulier atteignant 857 millions de francs lourds pour le premier trimestre de cette année.

La balance défavorable des paiements a affaibli la position du franc. Entraînée par la nécessité de le soutenir artificiellement, l'hémorragie des réserves d'or et de devises étrangères a atteint la somme de 8 milliards de francs, rien que pour le mois de mars, soit un dixième des réserves totales du pays ; et l'abandon par le franc du serpent monétaire européen le 15 mars dernier n'était rien d'autre, en fait, qu'une dévaluation camouflée.

Voilà les faits et tout le baratin gouvernemental sur la relance n'est que poudre aux yeux.

la France des luttes

Unité contre la répression (5)

LA MEILLEURE DEFENSE C'EST L'ATTAQUE

Les travailleurs ont à mener un combat contre la répression et l'exploitation capitaliste, en prenant comme axe la LUTTE DE CLASSE, c'est-à-dire contre la classe des capitalistes toute entière et contre le gouvernement qui la soutient. La classe ouvrière doit être organisée dans son Parti, en tant que classe. Ce parti a pour tâche urgente de travailler à la reconstruction de l'indispensable unité de classe du prolétariat, le révisionnisme portant une très lourde responsabilité dans sa désunion actuelle Cette division sert le capitalisme.

Pour avancer sur la voie de la révolution prolétarienne, l'unité prolétarienne ne peut se faire qu'en ayant des positions claires et fermes concernant le dangereux ennemi infiltré dans la classe ouvrière que constitue le révisionnisme.

Comment, dans la situation actuelle être offensif face à la répression ? On ne doit absolument pas se limiter à l'aspect défensif, mais développer le mouvement de masse anticapitaliste (y compris antirévisionniste) en s'attaquant aux structures de base du capitalisme en coordonnant les luttes se plaçant sur cette base, en établissant un rapport de force au niveau national et non se contenter de répondre au coup par coup.

La bourgeoisie a mis en place tout un système permettant «légalement» la répression politique de masse. Le CNPF cherche par tous les moyens à préserver ses profits. On a pu voir ces derniers mois avec la vague montante de la répression que, tout en utilisant toujours la carotte et le bâton, la tendance principale par rapport aux luttes populaires était de passer du paternalisme à la répression ouverte. Pourquoi cela, sinon parce que la classe capitaliste sent ses profits menacés, parce que la crise au lieu d'être «résolue» (le capitalisme est atteint d'un mal incurable) va au contraire en s'accentuant ? Elle s'accentue dans tous les domaines, notamment idéologique et politique. Les différentes cliques bourgeoises s'entre-déchirent, leurs serviteurs (magistrats, inspecteurs du travail) commencent à rechigner devant certains actes par trop voyants. Ils sont bien sûr d'accord avec l'exploitation capitaliste et la défendent chaque jour, mais ils veulent que ça se passe «dans les règles de l'art» c'est-à-dire le plus camouflé possible ; ce qui fait qu'il y a quelques grincements.

La bourgeoisie a recours d'une manière de plus en plus systématique à la répression du fait aussi que sa politique de collaboration de classe ne prend pas. Ce qui ne l'empêche pas de mener parallèlement une vaste campagne démagogique sur «les bienfaits de la réforme», du dialogue avec ses «partenaires sociaux» auquel ces derniers se prêtent fort bien. Les dirigeants révisionnistes ont beau s'accoquiner avec la clique au pouvoir et tout faire pour maintenir le «calme et la dignité», non seulement ils n'arrivent pas à faire passer la collaboration de classe (tout en prétendant la combattre) mais en plus ils se démasquent aux yeux des masses. Dans certains cas ils sont tellement acculés, sur la défensive, qu'ils ne trouvent plus d'autre moyen que de participer directement à la répression (par exemple aux foyers Sonacotra).

OBTENIR DES VICTOIRES

Nous devons donc voir clairement que tous les clans de la bourgeoisie sont en difficulté ; et que c'est bien quand l'ennemi est en difficulté qu'il faut porter les coups les plus violents pour, dans un premier temps, l'affaiblir au maximum et consolider les forces du prolétariat et de son parti.

L'accumulation des forces permettra de voir plus concrètement l'objectif de la révolution prolétarienne.

Un point important qui permet de consolider les forces du prolétariat, c'est de remporter des victoires. Car si la bourgeoisie est affaiblie, il n'empêche qu'elle se lance à fond dans la bataille. Il est important de donner confiance à la classe ouvrière, cette confiance elle l'acquiert dans la lutte, en remportant des victoires (même minimes) et en ayant des perspectives pour l'avenir. Reculer devant la bourgeoisie parce qu'elle se montre plus ouvertement agressive, reviendrait en fait à une soumission, à une impuissance. C'est la classe ouvrière et les masses populairs qui sont fortes, ce sont elles les bâtisseurs de l'avenir.

DÉFENDRE NOS DROITS EN ATTAQUANT

En réprimant, la bourgeoisie s'attaque aux droits des travailleurs (droit de grève, d'association, de réunion), ce sont là des faits qu'évidemment on ne peut laisser passer sans opposer une vaste riposte. C'est la chose à faire. Dénoncer et combattre l'arbitraire fait partie du combat de classe quotidien. Cela ne veut pas dire que même si cette question prend une importance grandissante, elle doit mettre les questions revendicatives (économiques) de côté (ce que souhaiterait la bourgeoisie) pour freiner le développement du mouvement de masse. Nous avons vu que c'était une seule et même chose.

Du point de vue tactique, la meilleure défense sur tous les plans, c'est *l'attaque* ; et du point de vue stratégique, *«le capitalisme, nous l'écraserons»*.

Cela est incompatible avec les illusions électorales qui n'ont jamais rien apporté de bon au peuple. Chaque parti bourgeois s'égosille pour essayer de se faire passer pour le meilleur défenseur des «libertés». Ils n'ont même pas fini de parler, qu'ici ou là, on apprend que des révisionnistes se sont opposés aux ouvriers dans telle ou telle grève ou manifestation, que d'autres envoient les CRS contre des ouvriers.

En fait c'est une simple question de logique, quand la bourgeoisie est au pouvoir — qu'elle se dise de droite ou de gauche — elle utilise la répression pour préserver ses privilèges.

En 56, Guy Mollet et sa clique ont été appuyés par les révisionnistes (qui étaient au parlement sans être au gouvernement) pour soutenir le colonialisme français en Algérie.

Refuser et combattre le piège électoraliste, montrer que *seule* LA LUTTE DE CLASSE peut faire progresser le mouvement révolutionnaire, voilà ce qui gêne les cuisines des différentes cliques bourgeoises. Et n'oublions pas les leçons de l'histoire : la social-démocratie a fait hier le lit du fascisme ; aujourd'hui en étant les alliés privilégiés des révisionnistes ils font le lit du social-fascisme. S'ils étaient au pouvoir, socialistes et révisionnistes — malgré leurs divergences sur divers points — seraient d'accord sur une chose : écraser le peuple. En attendant ils veulent que les travailleurs se laissent exploiter (en tolérant juste une petite grogne pour l'utiliser contre la clique au pouvoir actuellement) et attendent les élections de 78.

... EN COORDONNANT LES LUTTES

Les travailleurs ripostent à la répression. Mais doit-on en rester à ce stade de réponse au coup par coup alors que ce sont les larges masses laborieuses qui sont visées ? Il faut que les luttes convergent, pour établir un rapport de force en faveur du prolétariat, c'est ainsi que dans un premier temps de nouveaux droits pourront être acquis et que se renforcera le camp du peuple. Cela n'est guère possible si les luttes ne sont pas reliées entre elles. Cette coordination, il faut l'impulser dans les syndicats tout en sachant que les bonzes feront tout pour canaliser le mouvement à leur profit. L'essentiel, encore une fois, est politique, car les directions syndicales actuelles ne veulent pas de la révolution, une véritable coordination sur de justes positions de classe doit nécessairement dépasser le cadre syndical. Étudions bien quel est le principal point faible de la bourgeoisie, des patrons ; qu'est-ce qui peut leur faire le plus mal dans la situation actuelle ? tout en partant du niveau des masses.

Une vaste popularisation en partant des exemples concrets (R. Le Gal et les autres emprisonnés politiques, Câbles de Lyon, Sonacotra,..) reliée aux explications attaquant les bases mêmes du capitalisme, peuvent amener à une large mobilisation.

LES HOSPITALIERS LYONNAIS TRAHIS !

Dans l'HR du 17 juin, nous annoncions la lutte des hospitaliers lyonnais et dénonçions les manœuvres des dirigeants PCF-CGT.

Eh bien ! après toutes les tentatives de sabotage de ces luttes, les dirigeants PC-CGT et eux seuls sans consulter la base, ont décidé la reprise du travail suite aux négociations et à la signature du protocole d'accord signé avec l'administration !

Bien sûr, le 19 juin, le Progrès a annoncé la nouvelle en première page et consacré un long article pour présenter ce protocole comme très important, de concert avec la presse CGT ! Quelques 12 revendications ont été obtenues paraît-il ! mais c'est de la poudre aux yeux, puisque certaines revendications avaient déjà été accordées ! Et puis beaucoup de promesses ! sauf pour les jours de grève qui tombaient les jours de repos qui ne subiront aucune retenue. La grande victoire : un troisième permanent syndical !

Mais a Jules Courmont la grève continue :

Le 21 juin, la grève administrative (gratuité des soins) se poursuit et les trois hospitaliers attaquent leurs 13e jour de grève de la faim. Et ceci malgré l'intransigeance et le mépris de la direction et les manœuvres des bonzes CGT. Il faut savoir que les dirigeants PC-CGT ont amené deux cars de travailleurs hospitaliers extérieurs à Jules Courmont ; pas pour soutenir les grévistes mais pour parcourir les différents services afin d'y faire de la propagande contre la grève administrative et pour appeler à la reprise du travail !

Puis à la suite de la signature du fameux protocole, quelques dirigeants PCF-CGT sont venus présenter la «victoire» à Jules Courmont, seuls 8 hospitaliers ont assisté à cette mascarade, alors que les AG des grévistes de Jules Cormont regroupent régulièrement 30 à 50 hospitaliers !

A Jules Courmont, les dirigeants PCF-CGT sont démasqués par les masses comme ayant trahi la lutte.

Soutenons et popularisons cette lutte.

Pour le soutien financier
CCP 7 598 22 Lyon
Pierre Houal
(soutien aux grévistes de Jules Courmont)

Correspondant HR

Astaffort (Lot-et-Garonne)

Nous vaincrons car nous voulons vaincre

Aujourd'hui nous entrons dans notre 4e semaine de grève. Notre combat s'amplifie tous les jours. Du simple débrayage à la grève reconductible tous les jours.

Le patron a tout essayé contre nous : lock-out, les mises à pied, le chômage technique, les calomnies, les mensonges, les menaces de fermeture, l'utilisation des jaunes, etc.

Mais notre combat continue de plus belle, à chaque mesure antiouvrière, nous répondons en durcissant notre grève !

Mardi pour empêcher les jaunes venus de l'extérieur pour briser notre grève, nous occupons l'usine, ensuite, nous irons plus loin, s'il le faut, et nous oserons aller plus loin, car nous n'avons rien à perdre. Nous avons osé nous mettre en grève pour la 1e fois (depuis 68) et nous irons jusqu'au bout.

Les dirigeants de l'UD-CGT d'Agen commencent à trouver la grève un peu longue et ils commencent à s'agiter sérieusement pour la briser. Ils nous ont «Konseillé» avec de plus en plus de nervosité d'abandonner nos formes de lutte qui consistent à paralyser totalement l'usine : 6 heures de grève minimum sur 9 heures par jour, et d'adopter les débrayages de 1/2 heure, 1 heure tous les 1 ou 2 jours. Quand on sait que l'usine va fermer début août pour les congés et que c'est une véritable course contre la montre que nous faisons, on voit à quoi cela tient !

Mais jusqu'à présent, c'est dans la plus grande unité que les travailleurs se sont opposés aux dirigeants cégétistes sans malgré tout encore saisir le sens profond des agissements de ces bonzes d'Agen.

Un gréviste.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

la France des luttes

Sécurité sociale (1)

Radiographie d'un déficit

Depuis l'annonce du projet de loi sur la généralisation de la Sécurité sociale et son vote il y a quelques mois, on sait que de sérieuses menaces planent sur les droits des travailleurs en matière de prestations sociales. Rares sont les échos qui filtrent sur les projets gouvernementaux, car, comme à son habitude, la bourgeoisie prépare secrètement ses mauvais coups contre les travailleurs. Il reste que les questions liées à la Sécurité sociale font s'agiter beaucoup les personnels ministériels ces derniers temps.

Giscard d'Estaing n'a-t-il pas présidé en personne lundi après-midi à l'Elysée une réunion où pendant plus d'une heure Chirac, Fourcade, Durafour et Simone Veil ont débattu des problèmes de la Sécurité sociale ? Et à l'issue de cette réunion ne précisait-on pas à la présidence de la République qu'elle n'était que le prélude à une série de conseils qui auront lieu durant l'été sur les orientations à long terme de la Sécurité sociale ? Assurément, il s'agit là d'un problème brûlant d'actualité, et il importe d'essayer, dans la modeste mesure de nos possibilités, de voir ce qui se prépare dans les hautes sphères de la bourgeoisie.

En quoi consiste le déficit de la Sécurité sociale ?

«Faire en sorte que la Sécurité sociale dispose chaque jour dans les semaines et dans les mois qui viennent des 600 millions dont elle a besoin pour assurer ses paiements». Tel est, disait «France-Soir» du 22 juin, *«le but du conseil restreint qui s'est tenu à l'Elysée»*. La Sécurité sociale accuserait un déficit énorme, elle serait menacée de ne plus pouvoir faire face à ses remboursements. Voilà ce que le gouvernement ne cesse de répéter depuis des mois. Et pour donner quelque poids à ses affirmations, il indique que de 4,5 milliards de francs en 1975 ce prétendu déficit passerait à plus de 9 milliards en 1976... si ce que «France-Soir» appelle *«des mesures douloureuses»* ne sont pas prises. Nous tenterons de voir ce que ce journal bourgeois qualifie de *«mesures douloureuses»*. Mais il importe auparavant de faire quelques mises au point sur ce «terrible déficit» de la Sécurité sociale».

Si l'on croit la bourgeoisie, c'est la somme de tous les remboursements versés aux travailleurs pour leurs médicaments, leurs congés maladie, etc., qui provoquerait ce déficit.

Or il faut savoir par exemple que certaines charges qui devraient être financées par l'État sont en fait supportées par le régime général. Ces charges, qualifiées de «charges indues», sont, si l'on veut, une aide apportée aux autres régimes d'assurance sociale. Selon des sources émanant de la CFDT le montant de ces charges indues s'élevait en 1974 à la modique somme de 20 milliards. C'est ainsi que par exemple sur 100 F de cotisations payées par les travailleurs – qui paient aussi les part dite patronale – 82,20 F servent à payer les prestations que touchent ces mêmes travailleurs et leurs familles ; quant aux 17,80 F restants, ils sont pompés par l'État pour financer la formation des services, les équipements sanitaires, et pour aider au remboursement des soins des industriels, des militaires, etc., ainsi que dans une moindre mesure ceux des commerçants, des artisans et des agriculteurs. Toutes choses qui sont censées être payées par l'État, lequel déclare avoir institué à cet effet le système de la vignette auto par exemple.

Il n'appartient pas aux travailleurs de «défendre la Sécurité sociale»

Par ailleurs, les mêmes sources indiquent que les patrons d'industrie ne paient pas la part qui leur est attribuée. La somme de leurs dettes s'élevait en 1974 à 6 milliards, dont 2,5 milliards pour la seule région parisienne. Enfin, la fraude fiscale à laquelle se livrent à grande échelle les capitalistes s'élève à 30 milliards. L'État prélève là encore sur la Sécurité sociale pour colmater la brèche ainsi faite dans ses finances...

Voici donc très schématiquement exposés certains aspects du déficit de la Sécurité sociale. Il importe cependant de savoir que du point de vue des travailleurs la question qui se pose est bien moins celle de la Sécurité sociale que celle du coût de la santé, c'est-à-dire de la cherté des médicaments. L'industrie pharmaceutique est à coup sûr celle où les capitalistes font les surprofits les plus importants, vendant 5, 6 ou 10 fois plus cher un produit que ce qu'il coûte réellement. Ces surprofits, c'est la Sécurité sociale qui les paie et ce sont eux qui vraisemblablement sont la principale cause de son déficit.

En tout état de cause s'il est des luttes à mener, ce ne peut être, comme le suggèrent les révisionnistes, pour la défense de *«la Sécurité sociale menacée»* – mot d'ordre de leur récente affiche sur ce problème – mais pour la gratuité des médicaments, pour le droit réel de recevoir des soins en cas de maladie. Il reste que ce déficit de la Sécurité sociale, causé par les monopoles capitalistes et par l'État bourgeois, est un bon prétexte qu'utilise la bourgeoisie pour extorquer encore et toujours plus d'argent à la classe ouvrière. Nous essaierons de voir comment dans un prochain article.

Tréfimétaux Couéron

Les masses font échec à la justice bourgeoise

Le procès contre les 12 femmes de grévistes de Tréfimétaux, inculpées de séquestration de cadres a été ajourné. Notre correspondant relate ici la puissante mobilisation qui s'est réalisée dans la région, ainsi que les manœuvres récupératrices auxquelles se sont livrées différents chefs locaux et nationaux du PCF n'hésitant pas à reléguer dans l'ombre les masses en lutte pour mieux parader.

Le 17 juin, se déroulait à St-Nazaire le procès de 12 femmes de travailleurs de Tréfimétaux inculpées de séquestration.

Le 17, près de la moitié des travailleurs de l'usine venus en cars ou en voitures, certains pour la première fois, se regroupaient dès 11 heures, devant la gare de St-Nazaire. Pendant plus d'une heure, c'est un cortège très combatif qui parcourait la ville aux mots d'ordre de *«Tréfi coupable, non-lieu pour les femmes»*, *«leur lutte est juste, les femmes vaincront»*, *«A bas la justice au service des patrons»*.

Devant les nouvelles galeries anglaises la manifestation s'arrêtait. On regardait les chefs aux caisses, on lisait le tract distribué par les filles en grève. Les faux communistes du PCF tentaient sans succès de lancer *«Union, action, programme commun»*. C'est encore en manifestation et aux cris de *«Tréfi, coupable, non-lieu pour les femmes»* que les travailleurs de Coueron arrivaient devant le palais de justice un peu avant 14 heures. On apprenait alors que la pétition avait recueilli environ 13 000 signatures. La foule continuait à affluer devant le palais. Pendant l'appel des inculpés, on entendait au dehors *«l'Internationale»*, *«A bas la justice de classe»*.

Le procès est ajourné. La nouvelle parvient à l'extérieur. La foule s'avance et se masse devant l'escalier du palais. Alors commence vraiment la grande opération-récupération du PCF. Texier permanent de l'Union locale CGT de St-Nazaire ouvre le feu en appelant à renforcer l'union de la gauche, *«seule voie pour obtenir une justice égale pour tous»*. Une des inculpées a juste le temps de placer une phrase *«Nous ne laisserons pas faire. Nous lutterons jusqu'au bout pour défendre nos droits»*. C'est d'ailleurs la dernière fois qu'elles ont la parole. Et on part en manifestation en direction de la sous-préfecture. Seule *l'Internationale* plusieurs fois chantée arrête les *«Vivre libre avec les communistes»* et autres mots d'ordre du faux PCF.

Les JC inaugurent leur nouveau drapeau, bleu, blanc, rouge, avec bande bleue plus large.

Une déclaration de Peperen est diffusée plus tard devant les chantiers de Penhouet où les travailleurs étaient appelés à débrayer. De nombreux travailleurs de Tréfimétaux sont outrés. *«Voilà ce qu'ils font de notre manifestation»*, dit l'un d'eux. Un membre du PCF de Tréfi reconnait que *«ce n'est pas juste»*.

Quelques jours avant les travailleurs interrogeaient les délégués : *«Ne travaillez-vous pas pour le PC ? Comment faire pour que le PC ne puisse pas récupérer la lutte des travailleurs ?»* Telles étaient les questions de fond. C'est essentiellement sur les formes et les méthodes de lutte revendicative que s'est faite jusqu'ici la critique du révisionnisme pour imposer la démocratie ouvrière, l'action de masse.

Les menaces qui pèsent à nouveau sur l'emploi dans le trust et la lutte pour l'acquittement des 12 ouvrières ne manqueront pas de nécessiter de nouvelles actions contre le pouvoir, le patronat et leurs rivaux bourgeois du PCF.

Correspondant HR.

FO SEINE-ST-DENIS

COMME TOUJOURS AU SECOURS DES PATRONS

Une des 2 femmes qui assure le nettoyage des locaux de l'Union départementale de Bobigny vient de recevoir un dernier avertissement avant licenciement ; la lettre précise que certains utilisateurs des locaux se sont plaint de ce que le ménage n'était pas bien fait et qu'en conséquence si aucune amélioration n'intervenait la société se verrrait obligée de se passer des services de l'employée, comme dit la lettre. Et, jointe à cette lettre, une photocopie de celle adressée par la préfecture à l'entreprise de nettoyage, suite à la plainte. Les auteurs de celle-ci, renseignements pris, se trouvent être les responsables départementaux de FO. Ce syndicat collabo n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer une travailleuse à son employeur. Ces messieurs voudraient qu'elle passe la cireuse une fois par semaine. Une cireuse que normalement 2 hommes doivent manier (déplacement des armoires...). C'est d'ailleurs bien ce que voudrait imposer le patron qui refuse de faire travailler plus de monde à cet endroit et fait le chantage aux 2 femmes pour qu'elles passent plus souvent la cireuse.

Non contents de ne rien faire contre les licenciements ces «syndicalistes» aident les patrons à les effectuer !

Ministère de l'Education

MENSONGE ET REPRESSION

Robert Pelletier, condamné par la justice bourgeoise pour avoir dirigé la manifestation publique des appelés de Draguignan, le 10 septembre 1974, a été licencié le 3 juin dernier de son emploi d'instituteur auxiliaire. Le ministère de l'Education prétend qu'il s'agit là d'une stricte application de la loi, «personne ne pouvant enseigner si son casier judiciaire n'est pas vierge».

C'est un pur mensonge ! Aux termes de l'article 5 de la loi du 30 octobre 1886, qui régit toujours l'enseignement public, l'incapacité d'exercer des fonctions d'enseignant concerne exclusivement :

– ceux qui ont été frappés d'interdiction absolue par la juridiction compétente de l'enseignement ;

– ceux qui ont été privés par jugement de leurs droits civiques, civils et familiaux ;

– ceux qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime ou pour délit *contraire à la probité ou aux mœurs.*

L'Etat viole une nouvelle fois sa propre légalité. La manœuvre est claire : en posant le principe que toute condamnation pénale entraine le licenciement, même s'il ne s'agit ni d'une affiare d'argent ni d'une affaire de mœurs, le pouvoir fait peser une menace permanente sur tous les enseignants contestataires du système, à la merci désormais de la moindre condamnation au titre de la loi «anticasseurs» ou d'un des décrets répressifs en préparation.

Redon

LOURDES CONDAMNATIONS CONTRE LES OUVRIERS DE CHEZ GARNIER

La lutte des ouvriers de Garnier à Redon contre les licenciements pour «raisons économiques» s'était traduite par de puissantes et vigoureuses manifestations en avril. Ripostant du tac au tac à la violence policière les manifestants avaient à l'époque blessé ou enduit de peinture quelques unes des brutes en uniformes chargées de matraquer les masses populaires en colère. Lors du procès contre 24 ouvriers à Rennes, une nouvelle manifestation rassemblait un millier d'ouvriers et de travailleurs de Garnier et de la région en signe de solidarité.

Mais c'est seulement mercredi que le jugement était prononcé à l'abri de la mobilisation des masses. 20 ouvriers sont condamnés à un mois de prison avec sursis et à des amendes au nom de la loi scélérate dite «anticasseurs». Quatre autres ouvriers sont condamnés à 4 mois de prison ferme et 6 mois avec sursis pour l'un, et 2 à 6 mois de prison avec sursis pour les autres et une amende de 10 000 F ! Ce nouveau défi lancé aux travailleurs qui ne font que se défendre légitimement contre la privation de leur gagne-pain et les brutalités policières sera relevé, soyons-en sûrs, et probablement dès le 26 juin lors de la journée d'action contre la répression.

MARCHAIS VEUT FAIRE EXPULSER UN VIEUX CHEMINOT QUI LUI BOUCHE LA VUE

Débat cocasse au début de cette semaine au conseil de Paris. Du haut de la tribune l'UDR Jean Chérioux, s'adressant au président du groupe révisionniste Maurice Berlemont, a accusé le parti de ce dernier d'user de méthodes *«dignes d'un promoteur capitaliste»*. Entre nous, le Chérioux est plutôt mal placé pour reprocher semblable chose au PCF. Parmi les collectionneurs d'escroqueries et de scandales immobiliers, l'UDR n'est pas si mal placée. Et De Grailly, Rives-Henrys, sont encore des noms qui nous disent quelque chose. Mais enfin...

Cette altercation entre les ronds-de-cuir du conseil de Paris n'est pas sortie d'un roman de fiction. Voici les faits. Si vous connaissez la place du Colonel Fabien à Paris vous devez savoir qu'y «reluit» la célèbre «maison de verre» du PCF, siège de son comité central. L'architecture de la «maison de verre», , a été confiée à l'un des plus grands spécialistes mondiaux, Niemeyer, qui se trouve «horriblement offensé» par la présence à ses pieds d'une vieille bâtisse entourée d'acacias et de sycomores. La bâtisse en question c'est la maison qu'habitent depuis 30 ans M. et Mme Bellot.

Voilà maintenant 11 ans que pour s'offrir un siège à la mesure de ses ambitions le PCF a acheté un grand terrain, par l'intermédiaire de sa société civile immobilière. Le parti de Marchais a expulsé les habitants des vieux immeubles qui se trouvaient là alors et les a fait raser sur-le-champ. A peine 40 locataires ont été relogés depuis lors et en perdant l'avantage de loyers modestes. Reste aujourd'hui la fameuse petite bâtisse.

Les locataires sont révoltés. Ils résistent. Ils ne cèdent pas aux pressions de toutes sortes, aux propositions de relogement et à tous les chantages qu'exerce sur eux le PCF. Lequel selon Berlemont lui-même a proposé *«d'acheter un logement et de le leur louer»* — à quel prix ? —. M. et Mme Bellot refusent tout, et l'autre jour au conseil de Paris, Berlemont n'était pas loin de se demander s'ils ne sont pas *«manipulés»*...

La vérité est que M. et Mme Bellot ont toutes les raisons plus une de ne pas avoir confiance dans les marchandages du PCF. Celui-ci n'a-t-il pas «oublié» de leur verser les 3 500 F ordonnés par un jugement ? N'a-t-il pas fait expulser leur fils ? Et lorsque celui-ci a été autorisé par la cour de cassation à réintégrer son logement, n'a-t-il pas trouvé à la place... un terrain vague ?!

Le faux PCF a intenté un procès à la famille Bellot. Le 16 mars dernier le jugement était rendu ordonnant l'expulsion des locataires pour le 1er mai. Mais M. et Mme Bellot ont fait appel de cette décision. Et la clique Marchais se voit dans l'obligation de différer l'achèvement des travaux de son palace.

Les locataires ne sont pas décidés à se laisser faire. Ancien cheminot, M. Bellot en a vu d'autres. La différence, il est vrai, c'est qu'à l'époque, le PCF dont il était membre défendait les intérêts des ouvriers. Aujourd'hui on comprend sans mal qu'il ait rendu sa carte !

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

Foyers Sonacotra

«Sans unité entre toutes les nationalités les ouvriers n'aboutiront à rien»

Le 18 juin se tenait à la Bourse du travail de Grenoble un meeting organisé par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève. Cent à cent cinquante personnes étaient présentes parmi lesquelles plusieurs dizaines de travailleurs immigrés. Ce meeting qui connut un succès réel aurait pu en connaitre un bien plus grand encore si certains, d'accord au départ pour le soutenir, ne s'étaient désistés en cours de route ou ne s'étaient contentés d'apposer leur signature au bas de l'affiche sans plus participer à la préparation de cette réunion.

Il s'agissait par ce meeting de renforcer le soutien aux locataires des foyers Sonacotra en grève, de populariser cette grande lutte des travailleurs immigrés auprès de leurs frères de classe français, et de les aider dans leur riposte à la répression, aux manœuvres d'intimidation et aux tentatives d'isolement auxquelles ne cesse de se livrer la bourgeoisie pour essayer de les faire taire.

Après un aperçu sur les conditions de logement dans les «foyers-hôtels», sur les règlements fascistes qui y sont pratiqués et que font respecter des gérants le plus souvent recrutés dans l'ancienne armée colonialiste, des représentants du comité de coordination exposaient les revendications qu'il s'agit d'imposer à la Sonacotra.

Après quoi un historique de la lutte permettait de mettre en évidence les difficultés énormes que les travailleurs immigrés ont eu et ont à surmonter pour poursuivre cette lutte spécifique. L'un des représentants du comité de coordination devait montrer clairement que l'ampleur de la lutte témoigne à l'évidence de ce que les immigrés prennent conscience qu'il faut s'organiser au niveau de l'ensemble des foyers sur toute la France, et surtout d'une manière absolument autonome vis-à-vis des prétendus partis de gauche.

Les trahisons du PCF et de la CGT qui selon les propres termes de l'orateur n'ont jamais fait que *«mettre des bâtons dans les roues»* étaient vigoureusement dénoncées. Il était expliqué que ces deux organisations se sont comportées de cette façon tout simplement parce que jamais elles n'ont pu s'emparer de la direction de la lutte.

De même des critiques devaient être exprimées à l'égard des dirigeants nationaux de la CFDT. Leur attitude, Edmond Maire l'a expliquée au cours d'un entretien avec les grévistes : *«Je soutiens votre lutte mais je ne peux pas le dire»*. Et pourquoi donc ? Tout simplement parce que les dirigeants cédétistes ne veulent s'opposer d'aucune manière à leurs homologues de la CGT. C'est cette même attitude qui a conduit l'Union départementale et l'Union locale CFDT de Grenoble à refuser de soutenir le meeting : *«Si nous soutenons, cela promet des discussions à n'en plus finir avec la CGT...»* Même la commission immigrés de la CFDT qui avait d'abord accordé son appui le retira pour cette même raison au dernier moment. A titre de «justification» elle avança dans le «Dauphiné libéré» du 18 juin qu'elle *«ne pouvait soutenir que des actions de masse»* ! Si la grève des loyers dans les foyers Sonacotra n'est pas une action de masse, alors...!

Le débat s'ouvrait ensuite, non sans qu'ait été lancé un appel à toutes les personnes présentes pour qu'elles contactent les 21 foyers de la région, dans le but de renforcer leur lutte. Le représentant du comité de coordination avait expliqué concrètement pourquoi dans ce combat il est nécessaire de souder l'unité de tous les frères de classe, indépendamment de leur nationalité :*«Sans les ouvriers français, les immigrés n'aboutiront à rien, et inversement.»*

Le débat devait être l'occasion de préciser nombre de choses concernant les revendications, les formes organisationnelles adaptées, la conduite démocratique de la lutte par le jeu des comités de résidents et du comité de coordination. Il devait aussi être l'occasion d'illustrer les conditions de vie, les conditions d'exploitation auxquelles sont soumis les travailleurs immigrés. C'est ainsi qu'il était rappelé que la part du salaire qu'un travailleur immigré envoie à sa famille est en général coupée en deux. La famille reçoit juste ce qu'il faut pour survivre tandis que le reste revient en France remplir les caisses d'un prétendu Fonds d'action sociale qui sert en fait entre autres au financement de la construction de nouveaux foyers Sonacotra. Ainsi au loyer excessif que versent les locataires immigrés des foyers Sonacotra s'en ajoute un autre, plus discret il est vrai !

La détermination des représentants du comité de coordination présents ; les bases justes sur lesquelles se déroule la lutte ; la prise de conscience des immigrés sur la manière de mener la lutte à la base en s'organisant sur l'ensemble des foyers et indépendamment des partis de «gauche» ; tout ceci a beaucoup impressionné l'assemblée et ne peut que renforcer notre volonté de soutenir cette juste lutte dans notre région.

Correspondant HR.

SOUTIEN A ROMAIN LE GAL

Voici quelque temps se tenait en Loire-Atlantique le premier congrès réunissant à la fois les communaux CFDT de tout le département, les OPHLM, DDASS et préfecture. Au cours de ce congrès constitutif d'Interco départemental devait être soumise au vote une motion de soutien à Romain Le Gal, ouvrier municipal de Lorient, membre lui-même de l'Interco Lorient et conseiller à l'Union locale CFDT. Elle était adoptée à l'unanimité des 140 délégués au congrès, moins une abstention. Copie vient de nous en être adressée.

Du congrès constitutif d'Interco de Loire-Atlantique

«Le congrès constitutif du syndicat départemental Interco de Loire-Atlantique (CFDT) réuni le 9 mai 1976

— t'assure, Romain, de sa complète solidarité avec toi, face à la répression qui t'a frappé, en même temps que 4 autres militants de Lorient.

— s'associe aux nombreuses manifestations de sympathie et de solidarité active qui se développent dans la région et au niveau national, pour exiger ta libération immédiate, la levée de toutes les inculpations, la suppression de la cour de sûreté de l'État.

— proteste avec force contre les attaques de plus en plus violentes des patrons et de l'État contre la classe ouvrière, contre son droit à l'opinion, à l'expression, à l'organisation, contre son droit à la lutte pour un monde meilleur.

— s'engage à lutter jusqu'à ta complète libération.»

Du comité de soutien d'Angers

Romain Le Gal, ouvrier municipal à Lorient et militant de l'Humanité rouge, est emprisonné à Fresnes depuis le 12 avril dernier, inculpé avec quatre autres de ses camarades, par la cour de sûreté de l'État de reconstitution du PCMLF.

Un comité de soutien s'est créé à Angers, ainsi que dans de nombreuses villes de l'Ouest.

Il exige : la libération immédiate de Romain Le Gal, dont la mise en liberté vient d'être refusée une troisième fois ; la levée des inculpations devant la cour de sûreté de l'État ainsi que sa dissolution.

Il dénonce la répression qui frappe les ouvriers, les paysans, les travailleurs immigrés, les étudiants, les soldats etc.

FÊTE OUVRIÈRE

SOUTIEN AUX FOYERS
SONACOTRA
EN LUTTE

avec la participation d'ouvriers de :
RENAULT (Fougères), GARNIER (Redon), SICCNA (Saint-Malo)

Français immigrés
mêmes droits !
SONACOTRA cèdera !

Samedi 26 Juin
20 heures
Maison de Quartier, VILLEJEAN

Dimanche 27 Juin
de 10 h. à 18 h.
Centre Social, VILLEJEAN

FILMS - MONTAGES - DEBATS
Couscous - Galettes - Saucisses...

COMITÉ SOUTIEN SONACOTRA RENNES

culturel

Télévision

Le feuilleton de TF1, Chateau Espérance

Opération contre les immigrés

Pourquoi y a-t-il du racisme ? Pourqoi les travailleurs immigrés sont-ils constamment persécutés, battus, volés, expulsés ? Parce que c'est la faute du peuple. Voilà, en quelques phrases, les idées développées dans le feuilleton de la chaîne TF1 «Château Espérance» par Gérard Sire, l'auteur qui se fait simplement le porte-voix de Dijoud, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés. Dans le générique, on nous annonce la «participation» de ce secrétariat à la réalisation du feuilleton. On retrouve en effet à travers le feuilleton toutes les idées réactionnaires que la bourgeoisie déverse à propos des immigrés.

Un des summum fut l'épisode de mercredi soir. Alors que les flics entourent le château occupé par des travailleurs immigrés, un petit groupe de manifestants arrive pour empêcher l'expulsion. Ces manifestants sont gentiment refoulés par un chef de police intelligent, humain, qui se permet de faire la leçon aux nouveaux venus : «il est trop tard pour soutenir, c'était avant qu'il fallait le faire, quand ils se faisaient insulter, casser la gueule par les voyous», etc. Comprenez : «le racisme, les expulsions, nous on n'a rien à y voir, ne vous en prenez qu'à vous, vous n'êtes pas assez humains avec les immigrés. Maintenant ce n'est plus votre affaire c'est l'affaire de la police». C'est tout juste si les manifestants ne s'en vont pas en pleurant. Mais qui propage le racisme ? Qui expulse et réprime ? La lutte des foyers Sonacotra nous l'a révélé : la bourgeoisie, ses flics, ses gérants et ses amis, mais pas le peuple.

On voit à quel point la bourgeoisie possède et utilise l'arme extrêmement puissante qu'est la TV. Alors que les idées révolutionnaires font durement et difficilement leur chemin à travers des luttres âpres parmi les travailleurs, la bourgeoisie, elle, tous les soirs profite d'une émission attrayante.

Il semble à cet égard que le passage actuel de ce feuilleton sur nos écrans réponde à un souci, de la part des patrons, d'essayer de faire face à l'extraordinaire montée des luttes des travailleurs immigrés et particulièrement ceux de la Sonacotra et au développement des idées révolutionnaires sur ces questions dans la masse des travailleurs français.

Programmes TV

VENDREDI 25 JUIN

A-2

19 h 20, 20 h et 22 h 50 : La bourgeoisie vous informe.

20 h 35 Le chirurgien de St-Chad. *Feuilleton qui se situe dans le milieu hospitalier où les seuls problèmes semblent être la rivalité entre deux infirmières pour savoir qui prendra le cœur d'un beau médecin ! Ceci n'a pas grand chose à voir avec la vie et la lutte dans les hôpitaux.*

21 h 45 Apostrophes. Le sport est-il l'opium du peuple? *Les invités de l'émission de Pivot vont-ils répondre à cette question ? Vont-ils répondre que le sport tel qu'il est utilisé en système capitaliste est un opium du peuple ?*

23 h 00 Ciné-club : Loulou. Film muet de Pabst (1928). *L'auteur de l'adaptation de «l'Opéra de quat' sous», qu'il tera en 1931 (et qui sera fortement critiquée par Brecht) se livre dans «Loulou» à une satire cinglante de la pourriture de la bourgeoisie. C'est un exemple typique de cet état d'esprit qui régnait sous la République de Weimar en Allemagne, parmi de nombreux intellectuels : satire violente mais désespérée, sans aucune issue progressiste, augmentée d'une attirance quasi mystique pour le sexe, la mort et la dépravation.*

FR-3

19 h 20 et 22 h 20 : La bourgeoisie vous informe.

20 h 30 Vendredi. Comment ne pas mourir en vacances. *Réalisée avec les organismes d'État à la sécurité civile et routière. Comment prévenir les risques d'accidents d'auto, etc.*

21 h 30 America. *La ville de New-York montrée depuis sa naissance avec l'arrivée massive d'émigrants de tous les pays d'Europe, exploités par les industriels du capitalisme US naissant.*

Un exemple à suivre de nos camarades du 93

CHŒUR PARLE CONTRE LA REPRESSION

Malgré le mur de silence que l'on tente, de part et d'autre, d'ériger autour de l'arrestation de notre camarade Le Gal, chaque jour apporte des preuves de la mobilisation de masse grandissante parmi les travailleurs, contre la répression. C'est l'occasion également de développer une agitation et une propagande intensives pour augmenter cette mobilisation à la base. Aussi les marxistes-léninistes de la Seine-St-Denis (93) ont pour cela renoué avec les traditions du mouvement ouvrier (en particulier français). Ils ont réalisé un sketch sous la forme d'un chœur parlé et chanté (voir le texte ci-dessous) digne de ceux qu'exécutaient les troupes d'agit-prop ouvrières révolutionnaires ou communistes d'avant-guerre qui avaient pour nom *«Le porte-voix rouge»* de Villejuif, *«l'Artistic Noiséen»*, *«le Prolétaire du 13e»*, *«les Coquelicots»* de Viry-Chatillon, etc. Moyens simples et fondamentaux pour que la classe ouvrière prenne elle-même en mains les questions culturelles, ces manifestations d'agit-prop ont le mérite de toucher énormément de travailleurs, d'une manière vivante et concrète, de mobiliser *le plus largement possible* autour des marxistes-léninistes sur *une campagne précise pour la réalisation* extrêmement facile de ces activités. C'est ainsi que dans la campagne de mobilisation contre la répression, et en particulier pour soutenir Romain Le Gal, ce sketch a été réalisé en une journée par des militants et des sympathisants de l'Humanité rouge. Il a été joué le lendemain sur le marché de St-Denis, marché très populaire (surtout des immigrés) fréquenté par près de 15000 personnes. Durant 4 à 5 minutes ce chœur parlé et chanté a été joué 5 fois sur le marché, à des coins de rues marchands, et à chaque fois 200 à 300 personnes le regardaient. Une courte intervention au mégaphone, à la suite, permettait d'appeler les travailleurs à venir à la manifestation du 27 juin à St-Denis.

Ces interventions d'agitation-propagande sont des initiatives très enthousiasmantes pour la mobilisation des masses. Elles sont aussi l'expression d'associer le plus grand nombre possible aux réalisations d'agitation et de propagande sur des objectifs politiques précis. Un exemple à suivre et à reprendre.

SKETCH

Le sketch est un chœur parlé et chanté qui a nécessité 7 à 8 heures de travail (c'était la première fois) pour l'écriture et les répétitions. Cinq personnes jouent (une pour les juges, les autres pour les chœurs). Le juge est symbolisé par une toque de juge en papier. Le principal problème du chœur parlé est de parler tous ensemble sur le même rythme. C'est pour cela qu'un tambour (ou un fût, ou n'importe quoi d'autre) permet de couper les phrases trop longues en les rythmant (les tirets dans le texte ci-dessous). Le chœur chanté peut être chanté sur la musique que l'on veut (pourvu qu'elle «colle» aux paroles). L'avantage du chœur parlé, c'est que, prononcé à voix forte (c'est en plein air), il permet de mettre en valeur, d'une manière caricaturale et donc très expressive, le «dialogue» entre le peuple et ses ennemis. Les textes doivent être les plus simples possible.

Juge : Nous, cour de sûreté de l'État, défenseur du profit et de l'ordre capitaliste, jugeons aujourd'hui un ouvrier coupable de s'être dressé contre notre société et notre Etat. Il nous a défié... ça va être sa fête. Le Gal, avoue ton crime !

Le Gal : Je suis Romain Le Gal, ouvrier communal à Lorient, délégué CFDT, militant Humanité rouge. On m'accuse d'appartenir au Parti communiste marxiste-léniniste de France, clandestin, mis hors-la-loi en 1968.

Siméoni : Mais je suis aussi Edmond Siméoni, militant du peuple corse, accusé d'avoir pris le fusil contre les spéculateurs et contre vos CRS.

Teisseyre : Mais je suis aussi Albert Teisseyre, paysan pauvre du Midi, accusé d'avoir pris le fusil pour défendre ma terre, contre les négociants et vos CRS.

Overney : Je suis Pierre Overney, ouvrier assassiné par la milice de Renault.

Tautin : Je suis Gilles Tautin, étudiant marxiste-léniniste assassiné par les CRS en 1968.

Pouytes : Je suis Emile Pouytes, paysan du Midi abattu par les CRS pour avoir défendu ma terre.

Chœur parlé :
Immigrés de Sonacotra
Exploités – matraqués – vidés –
Tout ça pour avoir exigé –
Les mêmes droits que nos frères français
Car nous menons le même combat.

Syndicalistes licenciés –
Notre tort – c'est d'avoir fait la grève
Contre les exploiteurs – sans trêve –
Contre les patrons qui nous crèvent
Notre tort – c'est d'avoir lutté.

Classe ouvrière – Prolétariat –
Battu – pillé – emprisonné –
Travailleurs français immigrés
Nous sommes l'armée des exploités –
Rien n'arrête notre combat.

Le juge : Ouvrier Le Gal, vous êtes accusé de lutter contre nos profits, nos propriétés, nos CRS. Vous êtes accusé de monter la tête aux ouvriers, aux paysans, aux étudiants contre notre dictature bourgeoise ; vous êtes accusé de ne voter ni pour Mitterrand ni pour Giscard, vous êtes accusé de préférer la lutte et de vouloir la dictature du prolétariat.

Chœur chanté :
Juge, c'est nous qui vous accusons
Nous accusons le Capital
La loi des matraques et des balles
Nous accusons l'exploitation.
La loi des matraques et des balles
Nous accusons l'exploitation.

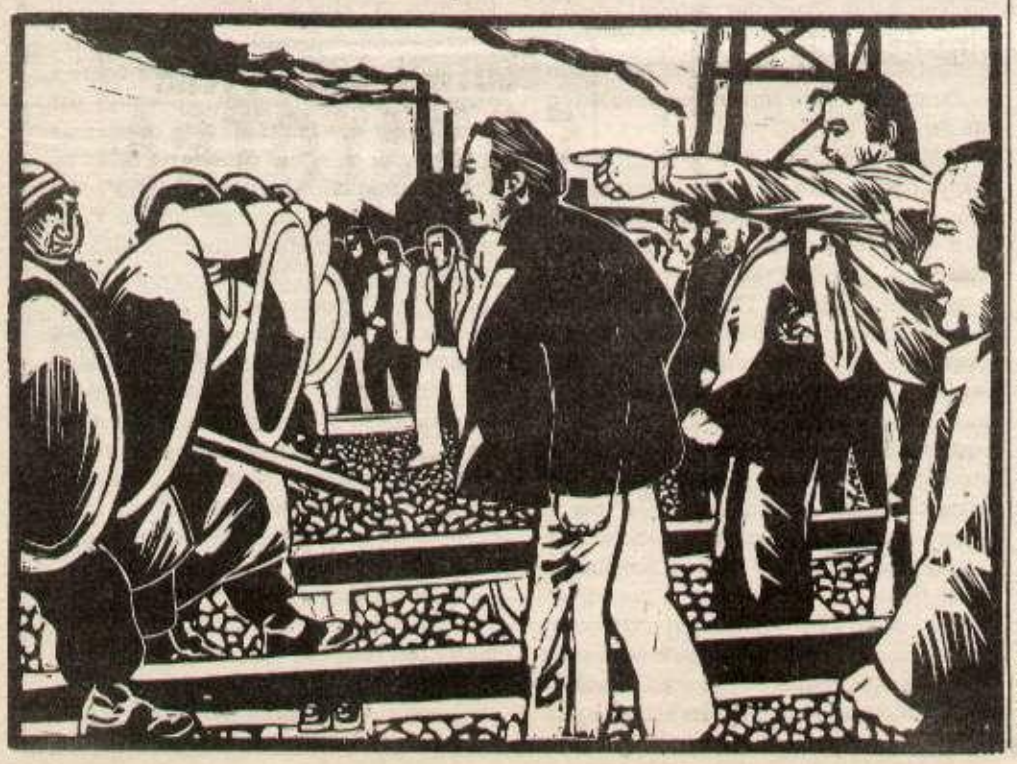
Le peuple est notre juge à nous
Et les flics sont des criminels
Mais notre unité sera telle
Qu'un jour nous les balaierons tous.
Mais notre unité sera telle
Qu'un jour nous les balaierons tous.

Ceux qu'ils ont jetés en prison
Le Gal et tous nos camarades
Les expulsions, les ratonnades
Flics et bourgeois ils le paieront.
Les expulsions, les ratonnades
Flics et bourgeois ils le paieront.

Nous tous, ouvriers paysans
Français immigrés, soyons frères
Réunissons notre colère
La répression nous l'écraserons.
Réunissons notre colère
La répression nous l'écraserons.

«La répression nous l'écraserons»

Linogravure vendue sur un marché en souscription au quotidien



l'Humanité Rouge

document

A propos de la Chine

Une lettre censurée par «Libération»

Voici quelques temps le journal «Libération» publiait une interview d'un sinologue qui préférait «taire son nom». Rencontré à Bruxelles ce «spécialiste des questions chinoises», comme on dit dans les services de renseignements impérialistes et sociaux-impérialistes, se livrait à un long exposé truffé de mensonges de calomnies, de contre-vérités. L'ennui pour «Libération» c'est que les thèses de ce sinologue soi-disant marxiste ne sont même pas nouvelles. Elles sont régulièrement développées dans des brochures largement répandues, par les révisionnistes soviétiques dont le cheval de bataille est notamment de présenter Mao Tsé-toung et les «maoistes» comme des représentants de la «paysannerie» opposés aux intérêts de la classe ouvrière.

Indignés par l'article paru dans «Libération» qui réussissait l'exploit de surpasser l'Humanité dans l'attaque antichinoise et anticommuniste, nous téléphonions immédiatement à la rédaction de «Libération». Nous lui proposions de donner la parole à un ami de la Chine. Gêné, «Libération» acceptait notre proposition, cependant la lettre qui fut envoyée au journal ne passa jamais : il paraît qu'elle était trop longue... Toujours est-il que quelques jours plus tard «Libération» se livrait à une nouvelle attaque antichinoise.

Ne pouvant plus longtemps garder le silence sur les agissements réactionnaires de certaines personnes qui manipulent cet organe de presse, nous avons décidé de publier ici la lettre censurée par «Libération».

Le comité de rédaction.

Depuis la mort de Chou En-laï et le grave incident qui s'est produit sur la place mondialement connue, de Tien An-men, la Chine est redevenue dans la plupart des organes dits d'information un pays «mystérieux» sur lequel on est convié à s'interroger avec méfiance. On ne saurait pas trés bien ce qui s'y passe, malgré les amples détails donnés par la presse chinoise traduits en français.

Pourtant la Chine est un pays ouvert : comme en témoignent les nombreux voyages qui y amènent chaque année des amis du monde entier. Ceux qui connaissent Pékin savent qu'on y rencontre dans une atmosphère de fraternité éprouvée nulle part ailleurs des visiteurs des cinq continents. Qu'on interroge un peu les simples gens, pas les ministres ou diplomates, qui ont eu l'occasion de se rendre encore récemment dans la grande Chine de Mao Tse-toung ! Etant de ceux-là, laissez-moi vous dire qu'il n'est vraiment pas bon de s'en tenir à la campagne de presse en cours et aux interprétations des événements chinois sans esprit critique. Tant d'áneries n'ont-elles pas été dites et écrites lors de la Crande Révolution culturelle prolétarienne, qualifiée notamment par *l'Humanité* de *«chaos économique»*, alors que toutes les données sont là pour prouver l'inverse, qu'il s'agisse de la production agricole, industrielle, comme des succés techniques et scientifiques.

D'ailleurs quelque chose doit inciter à la vigilance : chacun sait que lorsque, dan notre pays, des ouvriers, des ouvriers immigrés, des petits paysans, des étudiants progressistes entrent en lutte contre les capitalistes et leur État, les dépeches de l'*Agence France-presse*, les compte-rendus du *Figaro*, de *l'Aurore*, de *l'Humanité*, et souvent plus insidieusement du *Monde* n'ont rien à voir avec la réalité. Plus la lutte est puissante et dure, plus les déformations sont grossières. Et quand il s'agit d'une révolution des ouvriers et des paysans, c'est encore plus énorme bien entendu : souvenez-vous des termes employés pour les Communards, ou les révolutionnaires bolchéviks d'Octobre 1917.

Or depuis 1949, les impérialistes étrangers, les capitalistes bureuacrates, les propriétaires fonciers ont perdu tout pouvoir en Chine. Sous la direction du Parti communiste chinois ayant à sa tête Mao Tsé-toung, le peuple chinois, qualifié jusqu'alors de *«malade de l'Asie»*, a, les armes à la main, renversé les montagnes qui l'écrasaient. Il a résisté aux menaces de l'impérialisme américain et plus tard, au diktat de Khrouchtchev. Bref, en Chine, c'est le pouvoir des ouvriers et des paysans et non celui des capitalistes.

Alors comment comprendre les événements de Chine ? Faut-il se réjouir ou s'alarmer de la situation ? On se rapelle les faits, à la mort de Chou En-laï ; Teng Siao-ping n'est pas nommé premier ministre, mais c'est Houa Kuo-feng qui assume cette charge ; quelques temps plus tard éclate une émeute place Tien-an-men et le Comité central du Parti communiste chinois destitue Teng Siao-ping de toutes ses fonctions. Inévitablement, comme dans le cas de Liou Chao-chi et dans celui de Lin Piao, la presse ici parle de lutte de clans. Bien entendu cette interprétation nie la lutte des classes. D'autres interprétations parlent de lutte de classes, mais *«entre la paysannerie et la classe ouvriere»*. Le point commun de toutes ces *«analyses»*, c'est qu'elles nient le danger d'une restauration du capitalisme sous la forme du capitalisme monopoliste d'État le plus poussé. Imaginez que demain les financiers, les patrons grands et moins grands de l'industrie, les technocrates, les Dassault, Schlumberger, Fourcade, Giscard, Chirac et Cie se voient chassés du pouvoir par le peuple en armes, que se passerait-il ? Certains fuiraient avec leur fromage à l'étranger – en 1968, Messmer avait déjà fait sa valise. Mais tous les bourgeois capitalistes ne partiraient pas. En Chine tous les propriétaires fonciers et capitalistes ne sont pas parvenus à gagner Taïwan. Même privés des moyens de production qui lui permettent d'exploiter la classe ouvrière, la bourgeoisie conserve certains avantages : l'argent, des connaissances, des relations internationales, etc...

Un meeting d'ouvriers critique la ligne bourgeoise de Teng Siao-ping (photo Chine nouvelle).

Mais il y a plus dangereux. Marx, Engels et Lénine le soulignaient déjà et Mao n'a pas fondamentalement inventé en la matière : la bourgeoisie continue à se reformer par milliers dans la société socialiste ; la petite production, le système marchand, une inégalité des salaires – le salaire est fondée sur le travail et non sur le besoin, ce qui fait qu'un pére de trois enfants sera défavorisé à travail égal par rapport à un célibataire. Tout cela constitue la base matérielle pour que certains s'enrichissent et cherchent à augmenter leur capital. La petite bourgeoisie produit la moyenne et la grande bourgeoisie – c'est ce qui s'est passé en URSS où les directeurs d'entreprises, les hauts fonctionnaires du Parti et de l'État vivent dans le luxe tandis que la pénurie est le lot du peuple. Autre atout de la bourgeoisie ancienne et nouvelle : la force de l'habitude, les vieilles idées qui ne disparaissent pas en 25 ans, du type les *«gens cultivés sont supérieurs et plus intelligents que les rustres ouvriers et paysans»*. Or la dictature du prolétariat combat et vise à détruire tant la base matérielle de la bourgeoisie que ses positions dans le domaine idéologique. Pour renverser le pouvoir des ouvriers, la bourgeoisie cherche à recruter et recrute des éléments au sein du parti communiste, lesquels agissant sous la bannière glorieuse en Chine du marxisme-léninisme, sont les mieux placés pour tromper. C'est pourquoi la lutte de classes dans le Parti communiste chinois prend la forme d'une lutte de lignes entre marxisme-léninisme et révisionnisme. C'est pourquoi Mao Tsé-toung attache tant d'importance à la formation théorique des masses, notamment de la classe ouvriére et de la paysannerie. Quel visiteur imprégné des conceptions dominantes chez nous n'a pas été surpris de voir telle vieille ouvrière cruellement marquée par l'ancienne société, étudier avec assiduité, à plus de 70 ans l'ouvrage philosophique de Lénine *«Matérialisme et empiriocriticisme»* ?

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LE CAS DE TENG ?

Teng Siao-ping fut au cours de la Grande Révolution culturelle le second de Liou Chao-chi et porte donc une lourde responsabilité dans les crimes commis alors – il n'est pas possible d'oublier que Liou Chao-chi déclencha une répression, notamment contre les ouvriers révolutionnaires.

Balayé avec Liou Chao-chi, il eut cependant la possibilité de se rééduquer par un travail manuel sous le contrôle des masses et il reconnut ses erreurs sur la Révolution culturelle. Mao Tsé-toung en personne, et non point seulement Chou En-laï comme on l'insinue ici proposa alors au Comité central la réintégration de Teng Siao-ping au Comité central, au Bureau politique et au Comité permanent à un niveau de responsabilité qu'il occupait avant la Révolution culturelle. Cette nouvelle fut interprétée, à l'époque en 1974, par la presse chez nous, comme l'annonce d'un *«assouplissement»* de la ligne révolutionnaire !

Or Mao Tsé-toung eut ttoujours recours à ce principe de *«guérir la maladie pour sauver l'homme»*. Il employa déjà cette méthode avec des résultats inégaux envers d'autres dirigeants. Cependant Teng Siao-ping s'est opposé une nouvelle fois à la ligne fondamentale du Parti communiste chinois définie par Mao pour toute la période du socialisme. Au cours de l'été 1975, Teng a établi un programme qui détournait le parti et la classe ouvrière de leurs tâches fondamentales, la lutte de classes contre la bourgeoisie. A la place de cela, il fixait comme tâche fondamentale la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technique. Ce qui aurait abouti rapidement à négliger la question *«quelle classe dirige ?»* et la nécessité de la dictature du prolétariat. Cette idée est parfaitement résumée dans sa formule bien connue *«peu importe qu'un chat soit noir ou gris, un bon chat est celui qui attrape une souris»*.

Autrement dit, la porte ouverte à la bourgeoisie pourvu qu'elle "modernise" l'économie. Ces conceptions furent déjà critiquées pendant la Révolution culturelle par des millions d'ouvriers, paysans, soldats. La Révolution culturelle prolétarienne a d'ailleurs montré que prendre la lutte de classe comme axe, placer la politique prolétarienne au poste de commande n'a nullement abouti à une régression ou à une stagnation économique, au contraire. Dans tous les secteurs des bonds prodigieux ont été accomplis. Un exemple : celui des ouvriers des chantiers navals de Shanghai. Avant la Révolution culturelle un seul navire de plus de 10 000 tonnes était construit. Liou et Teng prônaient l'appel aux techniciens étrangers, ce qui conduisait à un contrôle de l'économie chinoise par l'impérialisme.

Critiquant cette ligne, les ouvriers révolutionnaires des chantiers navals de Shanghai ont fait preuve d'un enthousiasme, d'une ingéniosité débordants et d'une ténacité telle qu'aujourd'hui le nombre de navires de haut tonnage a dépassé 46 unités.

Revenons aux derniers développements du cas Teng Siao-ping. Après avoir avancé son programme en s'appuyant sur un courant déviationniste de droite, il rencontra une opposition dirigée par Mao Tsé-toung. Critiqué dans le parti comme dans les masses, il finit lui-même par transformer une contradiction considérée toujours au sein du peuple par Mao en une contradiction antagonique. Faut-il rappeler ce qui se passa sur la place Tien-an-men ? Brûler des édifices publics en système socialiste, blesser grièvement des soldats révolutionnaires de l'Armée populaire de libération n'a jamais été une ligne prônée par Mao Tsé-toung. Mais en réalité ces troubles ont été une tentative pour faire appel au soutien de la réaction mondiale. D'ailleurs celle-ci a répondu présent. Ses organes de propagande font planer le doute sur l'avenir de la Chine, cherchent à semer le pessimisme chez les peuples du monde.

Mais laissez-moi vous dire qu'à mon avis, les nouvelles de Chine sont bonnes, même très bonnes !

Un simple ami de la Chine,
ni diplomate, ni sinologue.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 2e trimestre 1976